



Département de la
Seine-Maritime

D.2018.06/VOEU4

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-217604479-20180625-M_DE180625_VOE4-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 29/06/2018

Publication : 29/06/2018

Pour l'"autorité Compétente"
par délégation



Arrondissement du
HAVRE

Extrait du Registre des délibérations
Conseil Municipal du 25 juin 2018

Nombre de Conseillers d'après la Loi	33
Nombre de Conseillers en exercice	33
Nombre de Conseillers présents	22 (jusqu'à 19h15) 21 (à partir de 20h10)
Nombre de Pouvoirs	12
Nombre de Votants	32

Extrait de la délibération affiché le **29 juin 2018**.

L'an deux mille dix-huit, le **25 avril** à **dix-huit heures trente** par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 15 avril, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle des Délibérations, sous la présidence de Monsieur **Daniel FIDELIN**, Maire.

Etaient présents

Daniel **FIDELIN**, Laurent **GILLE**, Dominique **THINNES**, Corinne **LEVILLAIN** (à partir de 20h10), Jean-Luc **GONFROY**, Virginie **LAMBERT**, Emmanuel **DELINEAU** (jusqu'à 19h15), Patricia **DUVAL**, Pascal **LEFEBVRE**, Alexandre **MORA**, Jean-Pierre **QUEMION**, Estelle **FERRON**, Frédéric **PATROIS** (à partir de 18h37), Gérard **DELAHAYS**, Juliette **LOZACH**, Liliane **HIPPERT**, Frédéric **LE CAM** (jusqu'à 19h15), Fabienne **MALANDAIN**, Martine **LESAUVAGE**, Nada **AFIOUNI**, Jérôme **DUBOST**, Damien **GUILLARD**, Aurélien **LECACHEUR**.

Excusés ayant donné pouvoir

Gilbert **FOURNIER** donne pouvoir à Dominique **THINNES**
Nicole **LANGLOIS** donne pouvoir à Alexandre **MORA**
Corinne **LEVILLAIN** (arrivée à 20h10) donne pouvoir à Patricia **DUVAL**
Emmanuel **DELINEAU** donne pouvoir à Virginie **LAMBERT** (à partir de 19h15)
Marie-Paule **DESHAYES** donne pouvoir à Laurent **GILLE**
Karine **LOUISET** donne pouvoir à Gérard **DELAHAYS**
Marie-Christine **BASSET** donne pouvoir à Pascal **LEFEBVRE**
Sophie **CAPELLE** donne pouvoir à Jean-Luc **GONFROY**
Stéphanie **ONFROY** donne pouvoir à Juliette **LOZACH**
Franck **DORAY** donne pouvoir à Jean-Pierre **QUEMION**
Frédéric **LE CAM** donne pouvoir à Estelle **FERRON** (à partir de 19h15)
Gilles **BELLIÈRE** donne pouvoir à Fabienne **MALANDAIN**

Excusé

Gilles **LEBRETON**

Secrétaire de séance

Alexandre **MORA** est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du lundi 25 juin 2018

2018.06/VOEU4

Motion de soutien aux personnels du Centre Hospitalier Pierre Janet du Havre – pour le maintien du CMP de Montivilliers et pour le renforcement des moyens dédiés à la psychiatrie

Présentée par les élus du Conseil Municipal

Depuis le samedi 16 juin, des agents du Centre hospitalier Pierre Janet ont entamé un mouvement de grève pour dénoncer les conditions d'exercice de leurs missions et demander le déblocage de moyens humains et matériels nécessaires à l'accueil et aux soins en psychiatrie dans la dignité, le respect des patients et des professionnels de santé.

Après s'être rendu au Conseil régional, au conseil municipal du Havre, les agents ont accueilli la réunion du Conseil de surveillance du Groupe hospitalier du Havre par « une haie du déshonneur » et ont porté leurs demandes au sein de son enceinte. En outre, le projet de fermeture du Centre médico-psychologique de Montivilliers situé à l'AMISC semble se confirmer.

Ces mobilisations témoignent de la situation critique et même indigne dans laquelle est placée la psychiatrie dans notre région. Faute de moyens suffisants, des patients dorment sur des matelas à même le sol, à trois par chambre, parfois dans des couloirs...

Les personnels sont surmenés et ont le sentiment de ne pas être écoutés.

Au Centre Hospitalier Pierre Janet, il manque une unité entière de soins. Les agents réclament notamment l'arrêt de la mise en place de lits supplémentaires, leur suppression au profit de la création d'une unité de soins alors que des locaux réhabilités sont disponibles mais vides, et la création des postes nécessaires au bon fonctionnement de cette unité.

Ils demandent d'urgence l'ouverture du dialogue sur site avec les représentants de l'Etat, en particulier Madame la directrice de l'Agence Régionale de Santé après la mise en place du plan d'actions.

La psychiatrie doit bénéficier des moyens nécessaires à la bonne prise en charge des patients. Il s'agit de ne pas attendre le durcissement de la mobilisation, ni une nouvelle grève de la faim.

CONSIDERANT

- Que les habitants de Montivilliers se trouvent dans le ressort de l'Hôpital Pierre Janet ;
- Que le rôle du Centre médico-psychologique implanté à Montivilliers à l'AMISC est utile et qu'une éventuelle réorganisation dans le but d'un meilleur service et de proximité soit faite en dialogue avec la municipalité ;
- Que l'insuffisance des moyens ne permet pas de délivrer une prise en charge de la souffrance psychique et des troubles psychiatriques dans des conditions respectant la dignité des patients et des personnels ;
- Que cette situation est susceptible de retarder des prises en charge, laissant des personnes en dehors du système de soins, aggravant les risques pour leur santé ainsi que pour l'ordre public ;
- Que le plan d'actions proposé par le GHH ayant pour but d'améliorer les conditions de travail et d'accueil ;
- Que la réflexion en cours menée le service en pédopsychiatrie dans le but d'être plus attractif et d'avoir un plateau technique plus performant attirant les médecins

Le Conseil Municipal de Montivilliers :

1. manifeste son soutien aux personnels du Centre Hospitalier Pierre Janet ;
2. comprend les demandes de renforcement des moyens ;
3. demande à Madame la directrice de l'Agence Régionale de Santé d'ouvrir un dialogue sérieux et respectueux des personnels afin de débloquent sans attendre les moyens humains et matériels nécessaires au fonctionnement de l'hôpital, à commencer par la création d'une unité dotée de l'ensemble des personnels permettant son activité ; après la mise en place rapide du plan d'actions prévu par le GHH ;
4. prend acte, après information au Groupe Hospitalier du Havre, du maintien de l'unité adulte à Beaugregard ;
5. demande le maintien du CMP à l'AMISC, en attendant un éventuel transfert à l'Hôpital Jacques Monod pour une meilleure prise en compte de la pathologie et une meilleure fréquence des soins.

ADOPTÉE A L'UNANIMITE par le Conseil Municipal.

Ne Prend Pas Part Au Vote : 1 (Frédéric PATROIS)

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.

Le Maire,



